

Congrès national africain

Le **Congrès national africain** (ou **ANC** pour *African National Congress* en anglais) est un parti politique d'Afrique du Sud membre de l'Internationale socialiste. Créé en 1912, à Bloemfontein pour défendre les intérêts de la majorité noire contre la domination blanche, il fut déclaré hors-la-loi par le Parti national pendant l'*apartheid* en 1960. Il est relégalisé en 1990 alors que l'apartheid est aboli en juin 1991.

En 1994, les premières élections multiraciales ont lieu permettant à Nelson Mandela d'être élu président de la République sud-africaine. Depuis, l'ANC domine largement la vie politique sud africaine (60-70 % des voix aux différentes élections générales de 1994, 1999 et 2004).



Sommaire

- 1 Fondation
- 2 La lutte contre les discriminations et l'apartheid
- 3 Au pouvoir : la présidence Mandela
- 4 La présidence de l'ANC par Thabo Mbeki (1997-2007)
- 5 L'ANC sous la présidence de Jacob Zuma
- 6 Personnalités de l'ANC
- 7 Voir aussi
 - 7.1 Notes
 - 7.2 Liens externes

Fondation

L'ANC se constitue le 8 janvier 1912 à Bloemfontein, deux ans après la création de l'Union de l'Afrique du sud.

Ses fondateurs sont les représentants des églises et des gens de couleurs qui cherchent à organiser et unifier ensemble les différents peuples africains d'Afrique du Sud afin de défendre leurs droits et leurs libertés au sein d'un pays dominé, à l'époque, par une minorité blanche Afrikaners ou d'origine britannique. Les indiens jusque là membres du Natal Indian Congress et les métis partisans de Sol Plaatje font alors cause commune avec l'intelligentsia noire composés de journalistes, d'enseignants et d'avocats pour porter John Dube à la tête de l'organisation.

Les méthodes de protestation ou de revendication sont alors résolument pacifiques mais à partir de 1921, l'émergence d'un parti communiste d'Afrique du Sud prônant le renversement du gouvernement et du capitalisme par la violence fait éclore au sein de l'ANC un débat sur la pertinence des moyens utilisés. En 1930, la tentative de radicalisation du mouvement par ses éléments les plus durs échoue et la ligne pacifique réaffirmée mais les liens avec le parti communiste d'Afrique du Sud sont formalisés.

En 1931, Les femmes peuvent s'affilier à l'ANC, au moment où le gouvernement de l'afrikaner James Barry Hertzog accorde le droit de vote aux femmes blanches.

En 1944, Nelson Mandela, Walter Sisulu et Oliver Tambo fondent la ligue de jeunesse de l'ANC, plus radicale que son aînée dans son mode d'expression, partisane de manifestations de masse pour faire céder le pouvoir politique blanc.

En 1947, L'ANC s'allie au Congrès indien du Natal et au Congrès indien du Transvaal afin de jeter les bases communes d'une formation unie en opposition au gouvernement.

En 1948, la victoire du Parti National afrikaner de Daniel François Malan aboutit à la mise en place du système d'apartheid. Durant les années 1950, les gens de couleurs (métis du Cap principalement) se voient retirer leur droit de vote alors que les lois ségrégationnistes sont renforcées.

La lutte contre les discriminations et l'apartheid

En 1950, le parti communiste est interdit. Ses membres se mettent alors à travailler avec l'ANC.

En juin 1952, l'ANC se joint à d'autres organisations anti-apartheid dans une campagne nationale de défiance contre les restrictions politiques, sociales et résidentielles imposées aux gens de couleurs. Cette campagne de résistance passive prend fin en avril 1953 quand de nouvelles lois interdisent les rassemblements et les manifestations politiques.

En juin 1955, le Congrès du Peuple, organisé par l'ANC et d'autres groupes anti-apartheid notamment blancs, adopte à Kliptown, près de Johannesburg, la Charte de la liberté (Freedom Charter), énonçant les bases fondamentales des revendications des gens de couleur, appelant à l'égalité des droits quelque-soit la race.

La répression du régime se fait de plus en plus dure. Cent cinquante six membres de l'ANC et des organisations alliés sont arrêtés en 1956 puis acquittés cinq ans plus tard.

En 1959, de nombreux radicaux de l'ANC quittent le mouvement pour protester contre son ouverture aux autres races et forment une organisation nationaliste concurrente, le Congrès panafricain (PAC) dirigé par Robert Sobukwe.

En 1960, l'ANC et les organisations noires sont interdites après le massacre de Sharpeville. Nelson Mandela fonde *Umkhonto we Sizwe*, "le fer de lance de la Nation", aile militaire de l'ANC, chargé d'effectuer des actions de sabotage. Le chef de l'ANC, Albert Luthuli, obtient en fin d'année le Prix Nobel de la paix.

En 1963, Mandela est arrêté à Howick, petite ville située entre Pietermaritzburg et Johannesburg, tandis que Walter Sisulu et d'autres membres éminents du parti (dont Govan Mbeki, père de l'actuel président) sont arrêtés dans une ferme à Rivonia, située dans la banlieue de Johannesburg. Oliver Tambo est le seul rescapé et prend la direction de l'ANC en exil.

En 1964, Nelson Mandela, Walter Sisulu et plusieurs autres dirigeants sont condamnés à la prison à perpétuité pour haute trahison. Ils seront enfermés majoritairement à Robben Island, au large du Cap. A cette époque, l'Afrikaners Breyten Breytenbach monte le réseau Okhela pour recruter des Blancs hostiles au régime d'apartheid, qui soutiennent l'ANC.

L'ANC installe son quartier général à Londres puis en Tanzanie et enfin à Lusaka en Zambie en 1975. Des camps d'entraînement de Umkhonto we Sizwe sont montés en Tanzanie, en Angola et dans d'autres pays africains. En 1969, au congrès de Morogoro, l'ANC, décide d'accueillir en son sein les sud-africains de toute race ou origines ethniques (auparavant, il s'agissait d'alliances avec les organisations amies).

À la suite des émeutes de Soweto en 1976, l'ANC envoie de nombreux militants entretenir la contestation contre le régime blanc et de nouvelles recrues rejoignent Umkhonto we Sizwe. A partir de 1977, les actions de sabotage de cette dernière sont plus nombreux et certains d'entre eux, meurtriers.

À partir de 1979, l'ANC et les différents groupes d'oppositions à l'apartheid commencent à s'organiser au sein d'un front démocratique uni (United Democratic Front - UDF) tandis que les syndicats proches de l'ANC réveillent les revendications sociales. De son côté, Umkhonto we Sizwe mène plusieurs actions spectaculaires comme une tentative d'attentat contre la centrale nucléaire de Koeberg en 1982 et un attentat dans la rue centrale de Pretoria en 1983 contre un édifice gouvernemental (19 tués, 217 blessés).

En 1981, l'ANC élargit le nombre de ses représentations dans les pays occidentaux, notamment à Paris. Elle organise alors de nombreuses campagnes, tant en Afrique du Sud qu'à l'étranger, autour de la figure charismatique de Nelson Mandela qui avait été quelque peu oublié dans les années 70 au profit de jeunes chefs radicaux comme Steve Biko.

À partir de 1984, les townships sont en ébullition, entretenus par l'ANC, le PAC et l'AZAPO et le syndicat COSATU est organisé pour centraliser les revendications sociales. Umkhonto we Sizwe lance l'opération Kletswayo dans les zones rurales du Transvaal dont l'objectif est de pratiquer des attaques ciblées contre les fermiers blancs ou de disséminer des mines impersonnelles près de leurs fermes comme à Messina où celles-ci tuent en décembre 1985 la famille d'un touriste afrikaner. Le 23 décembre 1985, Andrew Zondo, un jeune militant de l'ANC âgé de 19 ans, fait exploser une bombe dans un centre commercial de la station balnéaire d' Amanzimtoti dans le Natal (5 personnes tués, 40 blessés).

En 1985, lors de son congrès de Lusaka, l'ANC démocratise ses règles de fonctionnement interne et rend public les 30 noms de son comité exécutif dont la moitié sont à l'époque membre du parti communiste d'Afrique du Sud comme Joe Slovo, seul blanc membre de l'organe suprême et chef d'état major d'Umkhonto we Sizwe. Le parti décide d'adopter une démarche plus médiatique et des rencontres avec des sud-africains non affiliés à l'ANC sont organisés

publiquement alors que, discrètement, les premières discussions informelles ont lieu entre des représentants de l'ANC et Piet de Lange, émissaire du président sud-africain Pieter Botha.

L'état d'urgence est déclaré en 1986 tandis qu'au Natal, une véritable guerre civile, entretenue par le gouvernement, oppose l'ANC au mouvement zoulou conservateur de l'Inkhata.

C'est en 1986 que des hommes d'affaires blanc d'Afrique du Sud se rendent à Lusaka pour rencontrer la direction de l'ANC afin d'entrevoir des possibilités de négociations.

En 1988, les services secrets sud-africains du Bureau de coopération civil sont impliqués dans l'assassinat de la représentante de l'ANC à Paris, Dulcie September. L'ANC est alors marquée par l'évolution des relations internationales et par la détérioration de ses liens avec l'Union soviétique. Le parti est lui-même divisé entre les partisans de Thabo Mbeki, favorables à des négociations avec le gouvernement de Pretoria, et ceux de Chris Hani, successeur de Slovo à la direction d'Umkhonto we Sizwe, favorable à l'intensification de la lutte armée.

En août 1989, Alfred Nzo, assumant l'interim de la présidence de l'ANC, présente le plan de paix du parti, incitant à l'intensification des sanctions internationales contre l'Afrique du Sud, et le fait adopter par l'OUA mais il est mal reçu par de nombreux dirigeants de la nouvelle administration du président américain George Bush qui, bien qu'ayant accordé une représentation officielle de l'ANC à Washington DC, n'est pas loin de considérer le mouvement comme une organisation terroriste. C'est à la même époque que Frederik de Klerk arrive au pouvoir en Afrique du Sud et promet des changements de fond.

En octobre 1989, le premier rassemblement non interdit de l'ANC par le gouvernement sud-africain est organisé à Soweto dans le complexe de Soccer City, rassemblant 70 000 personnes.

En février 1990, Nelson Mandela est libéré de prison par le gouvernement de Frederik de Klerk qui légalise l'ANC et les autres formations interdites. Les négociations constitutionnelles sur l'avenir de l'Afrique du Sud commencent entre l'ANC, le gouvernement, le Parti National et les autres mouvements noirs ou conservateurs. Nelson Mandela succède à Tambo à la direction de l'ANC en juillet 1991.

En juin 1991, l'apartheid est aboli par le gouvernement de Frederik de Klerk. La poursuite des négociations constitutionnelles est validée par les Blancs en mars 1992.

En avril 1993, Chris Hani, le chef du parti communiste allié à l'ANC est assassiné par Janusz 'Koba' Walus, un membre du Parti Conservateur. Le meurtre a été commandité par Clive Derby-Lewis, un ancien député du parti. Oliver Tambo décède d'un cancer.

En décembre 1993, Frederik de Klerk et Nelson Mandela se voient tous deux attribués le Prix Nobel de la paix.

Les négociations constitutionnelles aboutissent sur une constitution provisoire et sur la mise en place d'un gouvernement d'unité nationale pour mai 1994. Un nouveau drapeau aux couleurs combinant les couleurs de l'ANC (noir, vert, jaune) à celles dominantes des anciennes républiques boers (rouge orangée, blanc, bleu) est adopté et l'hymne de l'ANC, Nkosi Sikelel'iAfrika et celui des Afrikaners, Die Stem van Suid Afrika, sont réunis pour former le nouvel hymne national.

Le 27 avril 1994, les premières élections multiraciales donnent une nette victoire à l'ANC. Le président du parti, Nelson Mandela, est élu président de la république par le nouveau parlement alors que sept provinces sur neuf sont remportés par l'ANC.

Au pouvoir : la présidence Mandela

Un gouvernement d'union nationale est mise en place avec le parti national et le parti zoulou Inkhata.

En 1996, une fois la constitution définitive adoptée, le parti national quitte le gouvernement et rejoint les bancs de l'opposition.

En 1997, Thabo Mbeki, le vice-président d'Afrique du Sud, succède à Mandela à la présidence de l'ANC.

La présidence de l'ANC par Thabo Mbeki (1997-2007)

En 1999, le vice président Thabo Mbeki est élu président de la république à la suite des élections de juin 1999.

En décembre 2000, les élections municipales sont remportées par l'ANC qui contrôlent 170 municipalités contre 32 à l>Inkhata zoulou et 18 à la nouvelle Alliance démocratique.

À l'automne 2001, le Nouveau Parti national (New National Party - NNP) rompt son alliance avec le Parti démocratique pour un nouveau pacte avec l'ANC.

En avril 2004, l'ANC emporte de nouveau les élections législatives et les neufs provinces du pays en bénéficiant de l'appui du NNP dans la province du Cap-Occidental.

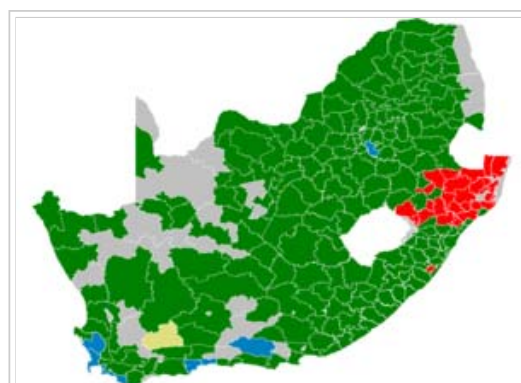
Le 7 août 2004, le Nouveau Parti national annonce sa fusion avec l'ANC et sa disparition définitive en septembre 2005. Le ralliement de la majorité des députés NNP à l'ANC lui permet de contrôler 71% des députés à l'assemblée d'Afrique du Sud et de réformer à sa volonté la constitution.

Le 14 juin 2005, le vice-président d'Afrique du Sud, Jacob Zuma, est limogé par le président Mbeki suite à son implication dans un scandale politico-financier.

Depuis cette date, les tensions au sein du Congrès national africain menacent la cohésion du mouvement et l'alliance avec la COSATU et le Parti Communiste. Soupçonné de corruption, l'ancien vice-président, très populaire au sein de son parti, affirme être victime d'un complot, met en cause le fonctionnement de la justice et assimile les méthodes des enquêteurs à celles utilisés sous l'apartheid.

Le 11 octobre 2005, lors de la comparution de Zuma devant un tribunal de Durban, ses partisans s'en sont pris aux services du procureur alors que des T-shirt à l'effigie de Mbeki étaient brûlés à l'extérieur du tribunal.

La source de cette crise serait, pour la gauche du parti, causé par la "dérive libérale" du gouvernement Mbeki.



Carte électorale des élections municipales de mars 2006 : en vert, les districts municipaux remportés par l'ANC, en bleu ceux remportés par l'Alliance démocratique, en rouge ceux remportés par l'Inkhata et en gris ceux remportés par un autre parti ou en co-gestion bi-partite

En décembre 2007, les 4 075 délégués du parti sont réunis en congrès à Polokwane pour élire leur nouveau président, lequel sera le potentiel président de la république en 2009. Pour la 1ère fois depuis 1949, deux candidats s'affrontent : Thabo Mbeki et Jacob Zuma. Mbeki ne pouvant prétendre se succéder à la présidence du pays, il souhaite influencer sur le choix de son successeur, notamment afin de favoriser Nkosazana Dlamini-Zuma, sa ministre des Affaires étrangères. Cependant, ses plans sont mis à mal par Jacob Zuma, lui aussi candidat et dont l'ambition est d'assumer la fonction suprême, en dépit de possibles nouvelles inculpations ¹.

Les querelles, les affrontements verbaux, les dissensions observées à ce congrès furent les pires jamais apparues au sein de l'ANC, d'autant plus attisés par les rivalités personnelles entre les deux hommes. Elles sont si importantes qu'elles sont condamnées par l'ancien président Nelson Mandela, lequel n'a jamais aimé Zuma, alors que Kader Asmal, membre du comité exécutif du parti et vétéran de l'ANC déclare que « l'ANC se comporte comme un parti de troisième zone, sans règles de base » ^{2,3}.

Finalement, le 18 décembre 2007, au bout d'une bataille de procédure qui a retardé de 24 heures le vote, Jacob Zuma est élu président de l'ANC par 2 329 voix (60% des suffrages) contre 1 505 au président sortant et chef de l'état, Thabo Mbeki. Sa victoire est d'autant plus humiliante pour le président sortant que chaque autre membre du comité directeur élu ce jour là est un proche de Zuma, ne laissant aucune place au camp sortant. Pour Helen Zille, le chef de l'opposition parlementaire, la victoire de Zuma est « un jour sombre pour l'ANC et l'Afrique du Sud » ⁴.

L'ANC sous la présidence de Jacob Zuma

La nouvelle direction de l'ANC ne tarde pas à entrer en conflit avec le président sud-africain notamment à propos des résultats des élections présidentielles et législatives au Zimbabwe. Alors que le président Mbeki ménage Robert Mugabe et déclare qu'il n'y pas de crise au Zimbabwe, que les résultats officiels ne sont pas divulgués, plus d'une semaine après l'élection, l'ANC prend partie pour le Mouvement pour le changement démocratique, déclarant par la

voix de son secrétaire général, Gwede Mantashe, que Robert Mugabe connaissait les résultats, qu'ils étaient mauvais pour lui et son parti, la ZANU-PF et que leur non publication était un déni du vote des zimbabwéens⁵.

Personnalités de l'ANC

- Nelson Mandela
- Thabo Mbeki
- Albert Luthuli
- Walter Sisulu
- Oliver Tambo
- Jacob Zuma
- Salomon Malhangu
- Dulcie September
- Steve Biko

Voir aussi

- *Afrique du Sud*, Numéro 45, collection autrement, avril 1990, p 154 - 156

Notes

- ↑ Le président Mbeki menacé d'être détrôné à l'ANC - Article de Libération du 17 décembre 2007
- ↑ Jacob Zuma élu président de l'ANC, tremplin vers la présidence - Article de Reuters du 18 décembre 2007
- ↑ La résurrection de Jacob Zuma - Article du Monde du 19 décembre 2007
- ↑ Dépêche de l'AFP du 18 décembre 2007 - Jacob Zuma plébiscité à la présidence du parti au pouvoir
- ↑ Mugabe knows results Article de News24

Liens externes

- (en) Site officiel du parti

Récupérée de « http://fr.wikipedia.org/wiki/Congr%C3%AAs_national_africain »

Dernière modification de cette page le 1 octobre 2008 à 12:41.

Droit d'auteur : Tous les textes sont disponibles sous les termes de la licence de documentation libre GNU (GFDL).

Wikipedia® est une marque déposée de la Wikimedia Foundation, Inc., organisation de bienfaisance régie par le paragraphe 501(c)(3) du code fiscal des États-Unis.